

N° 5231²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet
1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières
(Holding companies)**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(3.12.2003)

Par lettre du 4 novembre 2003, Monsieur Jean-Claude Juncker, ministre des Finances, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le présent projet a pour objet de mettre le régime fiscal des holdings en ligne avec les conclusions et recommandations prises le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres de l'Union européenne en matière de fiscalité des entreprises.

2. Le Groupe „Code de conduite“, créé par le Conseil ECOFIN en 1998, a été chargé d'évaluer le caractère potentiellement dommageable de 271 mesures fiscales, qui serait dû au fait qu'elles établissent un niveau d'imposition effective nettement inférieur, y compris une imposition nulle, par rapport à ceux qui s'appliquent normalement aux entreprises dans l'Etat membre concerné.

De ce fait, ces mesures ont, ou peuvent avoir, une incidence sensible sur la localisation des activités économiques au sein de l'Union européenne.

Le Groupe „Code de conduite“ considère que 66 des 271 mesures évaluées renferment des éléments dommageables. Parmi ces mesures se trouve également le régime luxembourgeois actuel des sociétés holding introduit par la loi du 31 juillet 1929.

3. Cette loi a pour objectif d'éviter la double imposition des revenus de participations lorsque la société holding détient des participations qui ont déjà été imposées de manière intégrale.

Ce régime contient un élément dommageable, à savoir l'exemption fiscale pour les dividendes de source étrangère provenant de sociétés filiales dont les bénéfices ont été imposés à un niveau nettement inférieur à l'étranger par rapport aux cas où les dividendes sont versés par des filiales résidentes pleinement imposables.

4. Le projet soumis pour avis prévoit qu'à partir du 1er janvier 2004 toute société luxembourgeoise, qui reçoit au moins 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes qui ne sont pas soumises à un impôt sur le revenu comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au Luxembourg, sera exclue du statut holding.

Selon le commentaire des articles, un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois est un impôt perçu par la collectivité publique, de façon obligatoire et à un taux d'impôt effectif qui ne peut être inférieur à la moitié du taux d'impôt luxembourgeois sur le revenu des collectivités.

En plus, la détermination de la base imposable doit obéir à des règles et des critères analogues à ceux applicables au Luxembourg.

5. La réception de moins de 5% de dividendes en provenance de juridictions à faible fiscalité doit être attestée par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable.

Au cas où le holding touche plus de 5% de dividendes en raison de participations dans des sociétés non résidentes faiblement imposées, il est imposé selon les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des collectivités.

6. Le projet prévoit une période transitoire par l'insertion d'une clause dite du grand-père: les nouvelles dispositions ne sont applicables aux sociétés constituées sous la législation actuelle qu'à partir du 1er janvier 2011.

7. La Chambre des Employés Privés marque son accord au présent projet de loi.

• L'avis a été élaboré par la Commission économique de la CEP•L qui est composée de: Jos Kratochwil, Président; Sylvain Hoffmann, Rapporteur; les membres: Lex Breisch, Norbert Conter, Marie-Jeanne Demuth, Siggi Farys, Fernand Gales, Marc Glesener, Jean-Paul Laplanche, Gaby Schaul-Fonck, Fernand Schott, Marc Spautz, Robert Weber, Denise Weber-Ludwig et Nico Wennmacher.

La Commission Economique s'est réunie en date du 21 novembre 2003.

L'avis a été adopté à l'unanimité des membres présents lors de l'assemblée plénière du 3 décembre 2003.

Luxembourg, le 3 décembre 2003

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur adjoint,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jos KRATOCHWIL